

COORDINATION FRANCAISE POUR LE DROIT D'ASILE

COMMUNIQUE DE PRESSE

2^{ème} RENCONTRE NATIONALE POUR LE DROIT D'ASILE

SAMEDI 22 MARS 2003

BOURSE DU TRAVAIL

29, Boulevard du temple – PARIS 3^{ème}

9H00 – 17H00

MOBILISATION CONTRE LE PROJET DE REFORME DE L'ASILE

Le gouvernement se prépare à remettre en cause des fondements du droit d'asile, dans un projet de loi, actuellement entre les mains du conseil d'Etat et qui sera soumis en mai au Parlement

Alors que vient d'éclater un conflit qui pourrait amener aux portes des pays occidentaux des milliers de personnes en quête de protection, ce projet de loi propose de transformer la France en terre d'asile au rabais, à supposer même que les candidats réfugiés parviennent à y déposer leur demande.

En intégrant dans la loi française les notions d' « asile interne », de « pays sûrs » ou d' « agents de protection », le dispositif envisagé vise en effet à les retenir à la source, en permettant de rejeter dans le cadre d'une procédure expéditive leur demande au motif qu'ils auraient pu trouver protection ailleurs qu'en France sur la route de l'exil.

En outre, en marginalisant le rôle du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) dans les instances de détermination du statut de réfugié où les ONG ne seraient plus représentées, en installant le ministère de l'Intérieur au cœur du dispositif OFPRA (Office français de protection des réfugiés et des apatrides), le projet du gouvernement, s'il devait aboutir, mettrait fin aux principes d'équilibre et d'indépendance qui sont censés guider le dispositif français.

En adoptant ces choix au nom d'une harmonisation européenne «par le bas», la France s'affranchirait des engagements internationaux qui depuis plus de 50 ans, fondent son système de protection des réfugiés.

Loin d'améliorer la situation déjà catastrophique des demandeurs d'asile dans notre pays, la réforme envisagée ne peut qu'augmenter le nombre d'étrangers déboutés de l'asile qui viendront alimenter les rangs des «sans papiers».

Un tel projet n'est pas acceptable.

La Coordination Française pour le Droit d'Asile, à l'occasion de la « Deuxième Rencontre Nationale pour le Droit d'Asile », qu'elle organise le samedi 22 mars 2003, à la Bourse du travail à Paris, appellera les participants, les élus et l'opinion à se mobiliser contre un projet de réforme qu'elle juge dangereux pour les réfugiés.

CONTACTS:

Patrick DELOUVIN
§ : 01.53.38.65.15
Port : 06.20.45.86.84

Patrick PICHOT
§ : 01 60 13 58 91
Port : 06.80.65.10.73

Patrick AUGUST
§ : 01 45 21 38 40
Port : 06.07.22.44.30

Catherine TEULE
§ : 01.56.55.51.00
Port : 06.83.18.80.00

Réf: *CFDA-Mars 2003-PC2*
Communiqué de presse 22 mars-02